

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE
Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



L'ÉDITO :

Chers lecteurs,

Dans l'édition d'avril 2024 de "L'Écho des Sanctions", nous plongeons au cœur des dynamiques complexes qui caractérisent les sanctions internationales, et nous continuons notre mission d'offrir des informations à jour sur ces changements critiques.

Aux États-Unis, le renforcement des directives sur les sanctions et les contrôles à l'exportation souligne l'importance d'une application rigoureuse pour préserver l'intégrité des mesures internationales. En parallèle, **la critique chinoise à l'égard des sanctions américaines** et le rapprochement avec la Russie révèlent une polarisation croissante susceptible de redéfinir l'ordre mondial. **L'Union européenne répond à ces défis par une directive visant à criminaliser le contournement des sanctions** et par des initiatives pour **améliorer la coordination des contrôles d'exportation**. En parallèle, **la découverte de composants occidentaux dans l'armement nord-coréen** et **les efforts pour lutter contre le trafic de fentanyl** mettent en lumière l'ampleur des enjeux liés aux sanctions.

Comme d'habitude, cette édition inclut également un guide des sanctions contre la Russie, proposant un compendium des sanctions internationales et des règlements actuels. Suite à des retours de nos lecteurs **nous avons également inclus un lien vers la page de l'OFAC contenant la liste SDN**, afin de fournir un accès direct à des informations cruciales et à jour.

Pour rester à jour avec les développements les plus récents dans le domaine des sanctions internationales, **nous travaillons actuellement à la mise en place d'une liste de diffusion**. Vous pouvez vous inscrire en cliquant sur ce lien : [lien d'inscription](#).

Nous vous remercions de votre fidélité à "L'Écho des Sanctions".



ARNAUD BOSSY CASTERET

Co-coordonateur du club droit de l'AEGE et rédacteur de cette veille.

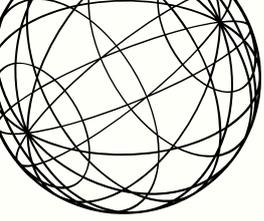
Étudiant à l'École de Guerre Économique en MBA RSIC (Risques, Sécurité International et Cybersécurité).



LA NYSDFS INFLIGE UNE AMENDE À UNE PLATEFORME DE MONNAIE VIRTUELLE POUR NON-CONFORMITÉ - 28/02/2024

La New York State Department of Financial Services (NYSDFS) sanctionne la plateforme de monnaie virtuelle Gemini Trust Company pour non-respect des sanctions. L'amende de 37 millions de dollars est due au manque de contrôles sur la vérification des adresses IP et les VPN. Gemini n'a pas bloqué les VPN lorsque les adresses IP étaient suspectes et n'a pas pris en compte les risques liés aux adresses IP masquées par des VPN.

[Lien vers l'ordonnance par consentement.](#)



AVRIL 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



RÉACTIONS À LA LEVÉE DES SANCTIONS DE LA CEDEAO ET SES IMPLICATIONS - 01/03/2024

La CEDEAO a levé les sanctions contre plusieurs pays en transition dans la région, à l'exception du Burkina Faso. Les sanctions ont été levées immédiatement pour la Guinée et le Niger, et la réaction est mitigée. Certains Nigériens se réjouissent de la levée des sanctions, tandis que d'autres restent méfiants quant à la réouverture des frontières. La levée des sanctions pourrait avoir un impact sur les relations entre les États de l'Alliance des États du Sahel (AES) et la CEDEAO, mais les tensions persistent. Certains pays de l'AES ne font plus confiance à certains chefs d'État de la CEDEAO, ce qui complique le dégel des relations. En outre, les régimes militaires au pouvoir dans les pays de l'AES cherchent à redéfinir les relations avec les anciennes puissances coloniales et à réaffirmer leur souveraineté sur les ressources naturelles.

[Lien vers l'article de BBC News Afrique en français.](#)



L'ESSOR ÉCONOMIQUE DE L'ARMÉNIE : SANCTIONS CONTOURNÉES POUR LE KREMLIN ? - 05/03/2024

L'Arménie affiche une croissance économique surprenante, suscitant des interrogations sur son engagement envers l'Occident ou son rôle potentiel de canal pour contourner les sanctions occidentales en faveur de la Russie. Ses activités commerciales en hausse, notamment avec des nations proches de la Russie, soulèvent des préoccupations quant à une implication dans l'évasion de sanctions. Cette situation nécessite un examen approfondi et une réponse robuste pour préserver l'intégrité des sanctions internationales et promouvoir la stabilité mondiale.

[Lien vers l'article de BNN.](#)



ORIENTATIONS AMÉRICAINES SUR LE RESPECT DES SANCTIONS ET DES CONTRÔLES À L'EXPORTATION PAR LES PERSONNES BASÉES À L'ÉTRANGER - 06/03/2024

Les départements du Trésor, du Commerce et de la Justice des États-Unis ont publié un avis conjoint sur la conformité des entités étrangères aux sanctions et contrôles des exportations américains. Ils soulignent l'interdiction pour les entités non américaines de violer les sanctions ou de contourner les contrôles, avec des exemples d'amendes et d'actions en justice contre les contrevenants. Les directives mettent en lumière les risques encourus par les entités étrangères impliquées dans des activités contraires aux réglementations américaines, soulignant la nécessité d'une conformité stricte pour éviter des conséquences juridiques et financières sévères.

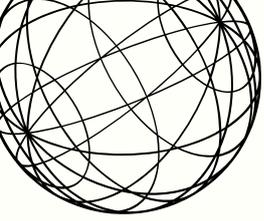
[Lien vers le communiqué de presse.](#)



DES ENTREPRISES LITHUANIENNES EN LIEN AVEC LES RENSEIGNEMENTS RUSSE - 07/03/2024

Des entreprises lituaniennes participent à des stratagèmes visant à contourner les sanctions contre la Russie, selon les agences de renseignement lituaniennes. Les rapports indiquent que des sociétés russes et biélorusses opérant en Lituanie sont souvent impliquées dans ces schémas, fournissant des services de stockage, de transport et de dédouanement. Les produits exportés en Russie incluent des composants pour le secteur des transports, des équipements de laboratoire et métallurgiques, de l'électronique, de la microélectronique et des produits à usage militaire. Les agences soulignent que les services de renseignement russes sont impliqués dans l'organisation de l'importation de biens sanctionnés en Russie.

[Lien vers l'article de LRT.](#)



AVRIL 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



LE GOUVERNEMENT CHINOIS DÉNONCE LES SANCTIONS COMMERCIALES AMÉRICAINES - 07/03/2024

Le chef de la politique étrangère chinoise, Wang Yi, a critiqué les sanctions commerciales américaines et a vanté la relation croissante avec la Russie, affirmant que la Chine renforcerait ses liens avec la Russie conformément à sa vision d'un "monde multipolaire". Wang a dénoncé les sanctions américaines contre les entreprises chinoises comme étant absurdes et a souligné l'importance de renforcer les relations sino-russes. Les échanges commerciaux entre la Chine et la Russie ont atteint 240 milliards de dollars en 2023, avec une augmentation significative des exportations chinoises vers la Russie, notamment des véhicules.

[Lien vers l'article d'UPI.](#)



MENACE DE SANCTIONS AMÉRICAINES SUR LES BANQUES EUROPÉENNES OPÉRANT EN RUSSIE - 09/03/2024

Les États-Unis ont menacé la Raiffeisen Bank International (RBI) autrichienne et les banques allemandes pour leurs activités en Russie. Le Trésor américain a averti qu'elles risquaient d'être exclues du système financier américain pour avoir financé l'armée russe. Ces discussions interviennent après que l'OFAC ait obtenu de nouveaux pouvoirs pour punir les activités russes nuisibles. Les banques néerlandaises comme ING affirment respecter les lois de sanctions internationales et ne se sentent pas menacées.

[Lien vers l'article de EU Observer.](#)



LE PARLEMENT EUROPÉEN ADOPTE UNE DIRECTIVE POUR CRIMINALISER LE CONTOURNEMENT DE SANCTIONS - 12/03/2024

Le Parlement européen a adopté une directive visant à criminaliser la violation et le contournement des sanctions de l'UE, établissant des peines minimales pour les infractions. La directive, qui doit encore être approuvée par le Conseil de l'UE pour devenir une loi de l'UE, définit les comportements constituant une infraction criminelle, notamment le financement de personnes désignées, les transactions avec des États tiers interdites par les sanctions de l'UE, et la dissimulation de fonds appartenant à des personnes désignées. Elle harmonise également les peines minimales pour les infractions, avec des peines de prison allant de 1 à 5 ans pour les individus, et des amendes pouvant atteindre 40 millions d'euros pour les entreprises.

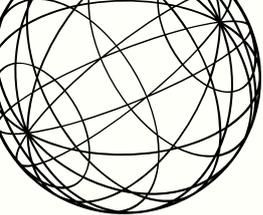
[Lien vers le communiqué de presse.](#)



LE ROYAUME-UNI IMPOSE DE NOUVEAUX CONTRÔLES À L'EXPORTATION - 12/03/2024

Le Royaume-Uni a introduit de nouveaux contrôles à l'exportation sur les technologies émergentes, notamment dans les domaines quantique, cryogénique, des semi-conducteurs, de la fabrication additive et des matériaux avancés. Les modifications apportées à l'Ordre de contrôle des exportations de 2008 et au Règlement (CE) n° 428/2009 visent également à mettre en œuvre des mises à jour techniques convenues dans le cadre de l'Arrangement de Wassenaar en décembre 2023 et à intégrer les modifications apportées aux listes de contrôle des exportations convenues dans le cadre de divers accords internationaux. Les nouvelles réglementations entreront en vigueur le 1er avril 2024.

[Lien vers le communiqué de presse.](#)



AVRIL 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



PROPOSITIONS NÉERLANDAISES POUR UNE MEILLEURE COORDINATION DE L'UE EN MATIÈRE DE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS - 12/03/2024

Les Pays-Bas ont proposé des mesures visant à renforcer la coordination de l'UE en matière de contrôle des exportations, conformément au Livre blanc de l'UE sur le sujet. Ces propositions comprennent notamment la suggestion selon laquelle les États membres devraient consulter les autres avant de publier une liste nationale de contrôle, mettre régulièrement à jour les autres États membres sur le statut de leurs mesures nationales, partager des versions traduites des listes de contrôle et des documents connexes pour améliorer la transparence, se notifier mutuellement des mesures d'application, et établir des réunions dédiées pour discuter de la stratégie et faciliter le partage d'informations renforcé. Ces mesures visent à renforcer la coordination des contrôles des exportations au sein de l'UE, garantissant ainsi une plus grande efficacité dans la gestion des exportations entre les États membres.

[Lien vers le communiqué pour une meilleure coordination de l'UE en matière de contrôle des exportations.](#)



DES COMPOSANTS OCCIDENTAUX DANS LES MISSILES DE LA CORÉE DU NORD - 03/2024

Un rapport de Conflict Armament Research (CAR) révèle que des missiles balistiques nord-coréens retrouvés en Ukraine contiennent plus de 290 composants électroniques non domestiques, provenant principalement de sociétés américaines et fabriqués au cours des trois dernières années. Ces découvertes soulignent les défis auxquels sont confrontés les régimes de non-prolifération, montrant que la Corée du Nord a pu produire des armes avancées malgré les sanctions internationales et transférer ces armes vers la Fédération de Russie, contournant les sanctions en place depuis près de deux décennies.

[Lien vers l'article de Conflict Armament Research.](#)



LES ÉTATS-UNIS IMPOSENT DES RESTRICTIONS SUR LES EXPORTATIONS D'ARMES AU NICARAGUA - 14/03/2024

Les États-Unis ont imposé des restrictions à l'exportation d'armes vers le Nicaragua en révisant l'EAR et en ajoutant le Nicaragua à la liste des pays interdits sous la section 126.1 de l'ITAR. Cette action vise à restreindre et à soumettre à des exigences de licence l'exportation d'articles et de services de défense vers le Nicaragua. Cette décision fait suite aux préoccupations des États-Unis concernant la répression brutale continue exercée par les autorités d'Ortega-Murillo contre la population du Nicaragua.

[Lien vers l'EAR révisé.](#)

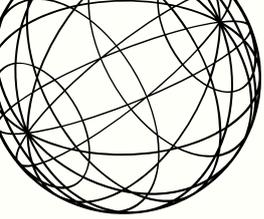
[Lien vers le communiqué de presse notifiant la restriction.](#)



ACCORD DE RÈGLEMENT DE 3,7 MILLIONS DE DOLLARS AVEC OFAC POUR VIOLATIONS DES SANCTIONS PAR UNE BANQUE SUISSE - 14/03/2024

Entre 2014 et 2018, la banque EFG International a causé des transactions de titres pour des clients à Cuba et des individus sanctionnés. Les transactions ont été effectuées via des comptes omnibus, rendant les participants au marché américains inconscients de la nature des transactions. EFG a été jugée en violation des sanctions. Les mesures d'atténuation incluent des restrictions internes sur les comptes de clients bloqués et la mise en place d'un cadre de contrôle des risques.

[Lien vers le communiqué de presse de l'OFAC.](#)



AVRIL 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



SANCTIONS INTERNATIONALES : COMMENT LES BANQUES PRÊTENT EN FONCTION DE LEUR LOCALISATION - 18/03/2024

Les sanctions, utilisées pour influencer le comportement des États, imposent des coûts supplémentaires aux banques pour se conformer aux réglementations. Ces coûts comprennent les frais de mise en conformité, de contrôle des transactions et les risques de litiges. Les banques basées en Allemagne réagissent différemment aux sanctions selon les pays, réduisant leurs prêts dans les pays ciblés mais augmentant les prêts via leurs filiales étrangères. Les banques dans des pays moins stricts sur la régulation semblent trouver plus attrayant de prêter dans les pays sanctionnés. Les conclusions soulignent l'importance de règles du jeu équitables et de la cohérence dans l'application des réglementations financières, nécessitant une collaboration entre les régulateurs pour garantir des conditions de concurrence équitables.

[Lien vers l'article sur The Conversation.](#)



13 ARRESTATIONS EN ITALIE POUR UN RÉSEAU DE BLANCHIMENT VIA UNE BANQUE CHINOISE - 19/03/2024

La police italienne a arrêté 13 personnes dans le nord-est de l'Italie pour leur implication présumée dans un réseau de blanchiment d'argent via une banque clandestine chinoise. L'opération a permis de saisir environ 1,5 million d'euros. Les fonds blanchis, provenant de fraudes fiscales présumées dans le commerce des matériaux ferreux, s'élevaient à environ 110 millions d'euros. Les autorités ont découvert que des opérations étaient réalisées à l'étranger puis réacheminées vers des clients italiens via une succursale illégale de la banque chinoise. Au total, 18 personnes ont été impliquées dans l'enquête, couvrant plusieurs provinces italiennes.

[Lien vers l'article d'Ansa IT English.](#)



LES LACUNES DANS LES SANCTIONS PERMETTENT À HAMAS DE FINANCER SES OPÉRATIONS TERRORISTES - 20/03/2024

Dans un contexte où le financement du terrorisme est redevenu une priorité majeure en matière de sécurité nationale, notamment après l'attaque d'Hamas contre Israël le 7 octobre dernier, cet article explore comment Hamas parvient à lever, utiliser et déplacer des fonds malgré les sanctions qui le visent. Malgré les sanctions imposées par plusieurs pays et organisations, Hamas a réussi à gérer un portefeuille d'investissement d'au moins 500 millions de dollars. Ceci est possible grâce à des lacunes dans les désignations de sanctions, où certains pays et organisations ne considèrent pas Hamas comme un groupe terroriste. Ces failles permettent à Hamas de tirer parti du système financier pour financer ses opérations terroristes.

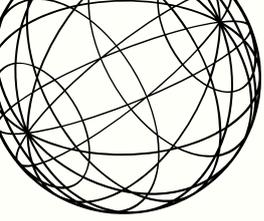
[Lien vers l'article de Atlantic Council.](#)



EXTENSION DES CONTRÔLES À L'EXPORTATION SUR LES PERSONNES DÉSIGNÉES PAR LES ÉTATS-UNIS - 20/03/2024

Les États-Unis ont étendu les réglementations sur l'exportation (EAR) pour inclure automatiquement les personnes et entités désignées sous certains régimes de sanctions de l'OFAC. Cela implique des contrôles et des exigences de licence pour les exportations de tous les articles soumis aux EAR, visant à agir comme une sauvegarde pour les activités non couvertes par l'OFAC. Auparavant, les EAR n'imposaient des restrictions de licence que pour certains articles liés à des programmes de sanctions spécifiques. Selon le BIS, étendre ces exigences de licence aux exportations, réexportations et transferts permet de combler les lacunes dans le contrôle des activités non couvertes par l'OFAC, telles que les transactions impliquant des personnes étrangères.

[Lien vers le communiqué de presse.](#)



AVRIL 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



LE TRÉSOR AMÉRICAIN SANCTIONNE UN RÉSEAU DE TRAFIC DE FENTANYL DU CARTEL DE SINALOA - 22/03/2024

Le Trésor américain a annoncé des sanctions contre des membres du Cartel de Sinaloa et des entreprises mexicaines impliquées dans un réseau sophistiqué de blanchiment d'argent. Ce réseau, opérant sous forme d'échange de pesos noirs, a facilité le blanchiment de millions de dollars de recettes illicites provenant du fentanyl. Les sanctions visent à perturber les opérations financières du cartel et à renforcer la lutte contre le trafic de drogue aux États-Unis, qui a des conséquences dévastatrices sur la santé publique, avec plus de 110 000 décès par an causés par les overdoses.

[Lien vers le communiqué de presse.](#)



LE PAKISTAN POURSUIT LA CONSTRUCTION DU GAZODUC IRANIEN MALGRÉ LES SANCTIONS AMÉRICAINES - 22/03/2024

Le Pakistan a déclaré qu'il continuerait la construction de son segment du gazoduc Iranien, malgré les sanctions des États-Unis. Cette décision intervient après que les États-Unis aient exprimé leur surveillance du projet et que le Pakistan n'ait pas demandé de dispense de sanctions. Le gouvernement pakistanais a approuvé la construction d'un tronçon de 80 km pour éviter des pénalités dues à des retards. L'accord entre le Pakistan et l'Iran visait à résoudre les pénuries d'énergie, mais le projet a été retardé par la crainte des sanctions américaines. Téhéran a menacé d'un arbitrage international et de lourdes pénalités pour non-respect du contrat.

[Lien vers l'article de Iran International.](#)



INTERVIEW DE CARMEN CHU DE LA HONG KONG MONETARY AUTHORITY SUR L'EFFICACITÉ EN MATIÈRE DE LCB-FT - 25/03/2024

Dans une interview pour le rapport "AML Tech Barometer 2024", Carmen Chu discute du paysage des menaces à Hong Kong et des efforts de la HKMA pour améliorer l'efficacité industrielle. Elle met en avant la collaboration avec l'industrie bancaire et la police pour contrer la convergence des fraudes et du blanchiment d'argent. La HKMA insiste sur l'importance d'une approche axée sur les risques pour les contrôles de LCB-FT et souligne l'évolution de ses méthodes d'évaluation et d'inspection. Enfin, elle tire des leçons de l'utilisation des outils d'application pour promouvoir une gestion efficace des risques et des actions correctives rapides.

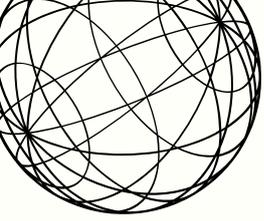
[Lien vers l'interview sur le site de RegulatorAsia.com.](#)



LA RUSSIE LIVRE DU PÉTROLE À LA CORÉE DU NORD MALGRÉ LES SANCTIONS DE L'ONU - 26/03/2024

Des images satellites révèlent que la Russie a entamé des livraisons directes de pétrole à la Corée du Nord, en violation des sanctions imposées par l'ONU. Malgré les restrictions, au moins cinq navires battant pavillon nord-coréen ont été repérés collectant des produits pétroliers depuis le port russe de Vostochny. Cette révélation intervient alors que les diplomates occidentaux s'efforcent de maintenir le mandat du comité de l'ONU chargé de surveiller les sanctions contre la Corée du Nord. Les préoccupations grandissent quant à un possible veto de la Russie sur le renouvellement du mandat du comité, ce qui a entraîné un report du vote. Un rapport du New York Times indique également qu'une société écran nord-coréenne a récemment ouvert un compte dans une banque russe, laissant supposer que Moscou pourrait aider Pyongyang à contourner les sanctions de l'ONU.

[Lien vers l'article de Euromaidan press.](#)



AVRIL 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



MISE À JOUR DE DEUX FAQ DE LA COMMISSION EUROPÉENNE SUR LES PAIEMENTS D'ASSURANCE MARITIME EN RUSSIE - 25/03/2024

La Commission européenne a mis à jour deux FAQ sur les entreprises d'État en Russie :
Q - Est-ce que fournir une assurance à un navire dans un port appartenant à une entité sanctionnée est autorisé ?

R - Oui, tant que le navire transporte des marchandises spécifiques définies dans les exemptions.

Q - Un assureur peut-il payer une indemnisation pour un dommage survenu dans un port appartenant à une entité sanctionnée ?

R - Oui, mais uniquement si le dommage est lié au transport des marchandises spécifiques et que les conditions de l'exemption sont respectées.

[Lien vers la FAQ mise à jour.](#)



LE ROYAUME-UNI ET LES ÉTATS-UNIS DÉSIGNENT UN RÉSEAU MÉDIATIQUE SOUTENANT LE HAMAS - 27/03/2024

Le Royaume-Uni et les États-Unis ont désigné Mustafa Ayash et Aozma Sultana, respectivement fondateur et directeur présumés de Gaza Now, une agence de presse qui promeut apparemment le Hamas et le Jihad islamique palestinien (PIJ). Les États-Unis ont également désigné Gaza Now lui-même, ainsi que I-Qureshi Executives et Aakhirah Limited, des entités qui auraient aidé à financer Gaza Now. Bien que non désignées directement, le communiqué de presse du Royaume-Uni note que la désignation des deux individus s'étend aux entreprises et organisations contrôlées par eux, y compris Gaza Now, Aakhirah Limited et Al-Qureshi Executives.

[Lien vers le communiqué de presse américain.](#)

[Lien vers le communiqué de presse britannique.](#)



MISE À JOUR DE LA PROCÉDURE DE RÉVISION DES DÉSIGNATIONS TERRORISTES AU ROYAUME-UNI - 27/03/2024

Le Royaume-Uni a actualisé ses directives sur la manière de demander une révision ou une révocation d'une désignation de sanction financière en vertu des Règlements de lutte contre le terrorisme (sanctions) (Sortie de l'UE) de 2019 :

- Les personnes désignées ou leurs représentants doivent remplir intégralement un formulaire de demande de révision des sanctions ;
- Si les preuves justifiant la demande ne sont pas en anglais, une traduction officielle de ces preuves doit être fournie ;
- Une fois qu'une demande de révision a été faite, aucune autre demande ne peut être formulée à moins qu'il ne s'agisse d'une question significative qui n'a pas été prise en compte auparavant (comme de nouvelles preuves significatives) ; et
- Le chapitre 4 de la Loi sur les sanctions explique comment demander un examen judiciaire de la décision de l'OFSI.

[Lien vers la FAQ mise à jour.](#)

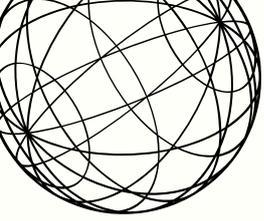


ENQUÊTE DE L'OFSI SUR LES MENACES À LA CONFORMITÉ AUX SANCTIONS FINANCIÈRES AU ROYAUME-UNI - 28/03/2024

L'Office of Financial Sanctions Implementation (OFSI) lance une enquête pour recueillir les perspectives de l'industrie sur les menaces à la conformité aux sanctions financières au Royaume-Uni. Cette enquête, d'une durée d'environ 10 minutes, vise à mieux comprendre les défis auxquels est confrontée la conformité aux sanctions financières dans le pays. Les professionnels de l'industrie sont encouragés à participer à cette enquête et à la partager avec d'autres personnes dans leur réseau. L'enquête se termine le 12 avril 2024 à 17h00. Les demandes de renseignements supplémentaires peuvent être adressées à :

OFSI.TA-industryengagement@hmtreasury.gov.uk.

[Lien vers l'orientation mise à jour.](#)



AVRIL 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



UNE JOURNALISTE ESTONIENNE ARRÊTÉE POUR VIOLATION DES SANCTIONS DE L'UE CONTRE LA RUSSIE - 28/03/2024

Svetlana Burtseva, une journaliste estonienne, a été arrêtée et placée en détention en Estonie pour avoir prétendument enfreint les sanctions de l'UE. Mme Burtseva est soupçonnée d'être co-proprétaire de Baltnews, une publication associée au groupe médiatique Rossiya Segodnya (Russia Today) un groupe de médias contrôlé par le Kremlin et soumis aux sanctions de l'UE. Rossiya Segodnya a été désignée comme étant sous sanctions le 25 février 2023.

[Lien vers l'article de presse.](#)



LA RUSSIE MET SON VETO À L'EXTENSION DU MANDAT DU PANEL D'EXPERTS DE L'ONU SUR LES SANCTIONS À L'ENCONTRE DE LA CORÉE DU NORD - 28/03/2024

Le 28 mars 2024, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est prononcé sur la prolongation du mandat du panel d'experts du Comité des sanctions contre la RPDC (qui devait expirer à la fin d'avril 2024). Treize membres du Conseil de sécurité des Nations unies ont voté en faveur de la prolongation, la Chine s'est abstenue, et la Russie a exercé son droit de veto pour bloquer la prolongation. Les États-Unis, la France, le Japon, la Corée du Sud et le Royaume-Uni ont publié [une déclaration conjointe](#) suite au vote.

[Lien vers le communiqué de presse officiel de l'ONU.](#)



L'ONU PUBLIE DES DIRECTIVES SUR LES EXCEPTIONS HUMAINITAIRES À TROIS RÉGIMES DE SANCTIONS - 03/2024

Suite à [la résolution 2664 adoptée en décembre 2022](#), qui prévoit une exception humanitaire aux mesures de gel des avoirs dans tous les régimes de sanctions de l'ONU, des avis d'assistance à la mise en œuvre pour ses régimes de sanctions en [RDC](#), au [Soudan du Sud](#) et en [RCA](#) ont été publiés :

- le paragraphe 1 de la résolution 2664 (autorisant la fourniture ou le traitement des paiements liés à l'aide humanitaire) annule certaines dispositions incompatibles dans les régimes de RDC, du Soudan du Sud et de la RCA.
- Il n'affecte pas l'obligation de geler les fonds des entités désignées.
- Il s'applique à tous les gels d'avoirs existants et futurs.
- les organisations humanitaires qui se fondent sur le paragraphe 1 "sont invitées à déployer des efforts raisonnables pour minimiser l'accumulation de tout avantage interdit par les sanctions" notamment en renforçant les stratégies et les processus de gestion des risques et de due diligence.

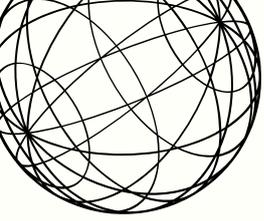


ANALYSE DES SANCTIONS RUSSES PAR LE RENSEIGNEMENT DE LA DÉFENSE BRITANNIQUE - 01/04/2024

Le ministère britannique de la Défense a publié une mise à jour du renseignement de la défense concernant les sanctions contre la Russie, notant que :

- Selon des recherches de l'Institut de la Banque de Finlande pour les Économies Émergentes, des pays tiers appliquent des primes de prix de plus de 60 % pour les exportations de certains biens sanctionnés vers la Russie ;
- Bien que la Russie ait augmenté la production de munitions clés, l'impact des sanctions est très probablement plus important sur les systèmes d'armes russes plus avancés et complexes, qui ont presque certainement une dépendance accrue à l'égard de composants étrangers ;
- Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, la part de la Russie dans le commerce mondial des armes est tombée à 11 % sur la période 2019-2023, contre 21 % sur la période 2014-2018.

[Lien vers le communiqué sur X.](#)



AVRIL 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Vue d'ensemble des sanctions internationales contre la Russie

En cliquant sur les numéros de règlements, vous êtes automatiquement redirigés vers ces derniers. [🔗](#)

Sanctions des Nations Unies

- **Aucune sanction de l'ONU contre la Russie** : La Russie, membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, dispose d'un droit de veto sur les sanctions de l'ONU.

Sanctions de l'Union Européenne

- **Depuis 2014** : Sanctions sectorielles et ciblées imposées suite à l'annexion de la Crimée et à la non-application des accords de Minsk.
- **Depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022** : Élargissement des sanctions, touchant environ 1800 individus et entités (interdictions de voyage et gels d'avoirs), et interdictions d'import/export sur une gamme de biens.
- **Réglementations actuelles de l'UE** :
 - a. **(UE) N° 833/2014** - Sanctions sectorielles.
 - b. **(UE) N° 269/2014** - Sanctions ciblées.
 - c. **(UE) N° 692/2014** - Sanctions Crimée & Sébastopol.
 - d. **(UE) N° 821/2021** - Refonte du règlement européen pour les biens à double usage.
 - e. **(UE) 2022/263** - Sanctions sur d'autres territoires ukrainiens spécifiés.

Sanctions du Royaume-Uni

Régulations 2019 (Sanctions) (EU Exit) : Gel d'avoirs, interdictions de voyage, et sanctions sectorielles.

Cibles : Individus et entités impliqués dans la déstabilisation de l'Ukraine ou soutenant le gouvernement russe.

Sanctions des États-Unis

- **Depuis 2012** : Interdictions de voyage contre des officiels russes (Magnitsky).
- **Depuis 2014** : Sanctions sectorielles et ciblées élargies depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022.
- **Régimes de sanctions OFAC** :
 - a. **Sanctions liées à l'Ukraine/Russie** : Plusieurs ordonnances exécutives imposant des gels d'avoirs et des interdictions de voyage.
 - b. **Sanctions pour activités étrangères nuisibles de la Russie** : Ciblant les individus et entités russes impliqués dans diverses activités malveillantes, y compris les secteurs de la technologie et de la défense.

Sanctions des autres pays

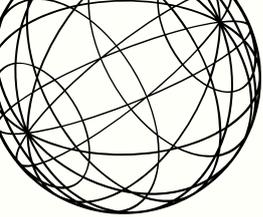
Pologne et République Tchèque : Ces pays ont mis en place des sanctions autonomes en plus des sanctions de l'UE contre la Russie. En avril 2022, la Pologne a adopté une loi sur les sanctions permettant de placer des entités russes sous administration obligatoire. En janvier 2023, la Tchèque a également adopté une loi sur les sanctions, imposant des gels d'avoirs et des interdictions de voyage à des individus non désignés par l'UE.

Australie : L'Australie a imposé des sanctions autonomes en réponse à la menace russe envers la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine depuis 2014, renforcées en 2015 et 2022. Ces sanctions incluent des restrictions à l'exportation et à l'importation, des limitations sur certaines activités commerciales, des gels d'avoirs et des interdictions de voyage.

Canada : Les sanctions canadiennes, imposées en vertu de la Special Economic Measures Act, visent à répondre à la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine par la Russie, ainsi qu'aux violations graves des droits de l'homme en Russie. Ces sanctions comprennent des gels d'avoirs, des restrictions sur certains secteurs, des contrôles à l'exportation et à l'importation, et des restrictions liées aux services.



Inscrivez-vous à notre liste de diffusion pour recevoir l'écho des sanctions directement dans votre boîte mail en cliquant sur ce lien.



AVRIL 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

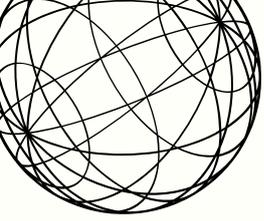


Zoom sur les sanctions de l'Union Européenne

- **23 février 2022** : Restrictions d'accès aux marchés des capitaux et services financiers européens pour certaines banques russes, sanctions contre des personnalités politiques russes, y compris les députés de la Douma.
- **25 février 2022** : Interdiction pour les banques de l'UE d'accepter des dépôts supérieurs à 100 000 euros de citoyens russes, restrictions financières contre plusieurs entreprises d'État russes.
- **28 février 2022** : Exclusion de plusieurs banques russes du système bancaire Swift, compliquant leurs transactions internationales.
- **15 mars 2022** : Interdiction de toutes les transactions avec certaines entreprises publiques russes, arrêt de nouveaux investissements dans le secteur de l'énergie en Russie, restrictions commerciales sur le fer, l'acier et les produits de luxe.
- **7 avril 2022** : Embargo sur le charbon russe, fermeture des ports et routes de l'UE aux navires et transporteurs russes, interdiction d'exportation de certains biens de haute technologie vers la Russie.
- **2 juin 2022** : Interdiction majeure sur les importations de pétrole russe par bateau, exemption pour les importations par oléoduc pour certains pays, retrait de la Sberbank du système Swift.
- **21 juillet 2022** : Interdiction d'importer de l'or russe, y compris les bijoux, gel des actifs de la Sberbank dans l'UE, extension de la liste noire de l'UE.
- **6 octobre 2022** : Plafonnement du prix du pétrole russe, interdiction des transactions en cryptomonnaies avec les Russes, interdiction d'importation de produits sidérurgiques russes.
- **16 décembre 2022** : Sanctions contre les exportations de biens et technologies à double usage, restrictions dans le secteur minier, élargissement des restrictions dans les secteurs de l'aérospatiale.
- **25 février 2023** : Sanctions contre 121 nouvelles personnes et entités, restrictions supplémentaires à l'exportation et à l'importation de certains biens.
- **23 juin 2023** : Interdictions d'exportation de semi-conducteurs, restrictions sur l'accès aux ports et écluses de l'UE pour certains navires, ajout de plusieurs entreprises à la liste des entités sanctionnées.
- **18 décembre 2023** : Restrictions renforcées sur les importations de diamants russes, échanges commerciaux limités, mesures anti-contournement des sanctions, contrôles accrus sur l'achat de pétrole russe, interdictions sur certains produits métalliques et le gaz de pétrole liquéfié, élargissement des sanctions financières contre la Russie.
- **23 février 2024** : L'UE renforce ses sanctions contre la Russie en ciblant des individus et des entités, tout en imposant des restrictions sur les exportations technologiques soutenant la défense russe et en s'attaquant au contournement des restrictions commerciales.

Orientations générales du Conseil européen, de la Commission européenne et du Parlement européen

- [La carte des sanctions de l'union européenne](#)
- [Lignes directrices du Conseil européen en matière de sanctions](#)
- [Fiche d'information du Conseil européen sur les mesures restrictives](#)
- [Conseil européen Bonnes pratiques de l'UE pour une mise en œuvre efficace des mesures restrictives](#)
- [FAQ consolidé de la commission européenne sur l'application des réglementations \(EU\) 833/2014 et 269/2014 \(EN\)](#)
- [Commission européenne "Questions fréquemment posées : mesures restrictives \(sanctions\)" \(EN\)](#)
- [Parlement européen "Mesures restrictives affectant les droits des personnes suite à l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne"](#)
- [Recommandation du Parlement européen au Conseil sur une politique cohérente à l'égard des régimes à l'encontre desquels l'UE applique des mesures restrictives](#)
- [Note d'orientation de la Commission européenne et du SEAE sur le devoir de diligence des entreprises de l'UE face au risque de travail forcé dans le cadre de leurs activités et de leurs chaînes d'approvisionnement](#)



AVRIL 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Le Compendium des Sanctions : Guide et Sources de Référence

Régimes de sanctions concernant les armes chimiques

L'Union Européenne :

L'UE a adopté le [règlement \(UE\) 2018/1542](#) du Conseil et la [décision \(PESC\) 2018/1544](#) du Conseil en octobre 2018 pour établir un nouveau régime de sanctions visant à lutter contre l'utilisation et la prolifération des armes chimiques.

Le 13 octobre 2022, l'UE a prolongé ses sanctions contre les armes chimiques pour un an, ciblant un total de 15 individus et 2 entités. Ces mesures sont mises en œuvre via le [Conseil de Régulation de l'UE 2022/1936](#), qui modifie l'Annexe I du [Régime de Sanctions de l'UE 2018/1542](#).

Le Royaume-Uni :

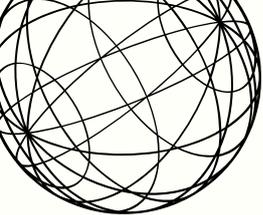
Le [Règlement sur les Armes Chimiques \(Sanctions\) \(Sortie de l'UE\) de 2019](#) est entré pleinement en vigueur le 31 décembre 2020.

Ce régime vise à décourager la prolifération et l'utilisation d'armes chimiques et encourage la mise en œuvre efficace de la Convention sur les armes chimiques. Il remplace, avec un effet substantiellement similaire, la législation existante de l'UE et les réglementations pertinentes du Royaume-Uni.

Les sanctions ciblées sous ces régimes incluent le gel des avoirs et l'interdiction de voyager pour les personnes et entités responsables de, ou fournissant un soutien financier, technique ou matériel à, des activités liées aux armes chimiques. Cela comprend la fabrication, l'acquisition, la possession, le développement, le transport, le stockage ou le transfert d'armes chimiques, leur utilisation, ou la participation à des préparatifs pour leur utilisation.

Contrôle des exportations

1. [Export Control & Export permits in Canada](#)
2. [Export Control Order 2008 : Réglemente l'exportation de biens militaires et à double usage depuis le Royaume-Uni.](#)
3. [Exporter des marchandises du Royaume-Uni : le guide étape par étape](#)
4. [Swiss Export Control Overview](#)
5. [Règlement \(UE\) 2021/821](#) : Réglementation de l'Union européenne relative au contrôle des exportations de biens à double usage.
6. [Directive "Dual-Use" de l'UE](#) : Réglemente les exportations de biens à double usage au sein de l'Union européenne.
7. [International Traffic in Arms Regulations \(ITAR\)](#) : Réglementation américaine qui contrôle l'exportation de matériel de défense et de services connexes.
8. [Export Administration Regulations \(EAR\)](#) : Réglementation américaine qui contrôle les exportations de biens et technologies à double usage (civil et militaire).
9. [Commerce Control List](#) : Les produits américains contrôlés au titre des Export Administration Regulations (EAR) sont listés dans la Commerce Control List (CCL).
10. [Fiche du SGDSN sur les règlements à l'export des États-Unis.](#)
11. [The Foreign Trade and Payments Act \(Außenwirtschaftsgesetz - AWG\)](#) & le [Foreign Trade and Payments Ordinance \(Außenwirtschaftsverordnung - AWW\)](#) : Réglementent le commerce extérieur, y compris les exportations de biens militaires et à double usage, depuis l'Allemagne.
12. [Arrangement de Wassenaar](#) : Régime multilatéral qui promeut la transparence et la responsabilité dans le transfert d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage.
13. [Groupe d'Australie](#) : Initiative multilatérale qui vise à empêcher la prolifération des armes chimiques et biologiques en contrôlant l'exportation de substances et technologies associées.
14. [Missile Technology Control Regime \(MTCR\)](#) : Partenariat international qui vise à prévenir la prolifération de systèmes de missiles capables de livrer des armes de destruction massive.
15. [Traité sur le commerce des armes \(TCA\)](#) : Accord international qui réglemente le commerce international des armes classiques.
16. [A Resource Guide to the U.S. Foreign Corrupt Practices Act](#) : Loi américaine sur la prévention de la corruption dans les activités commerciales internationales.



AVRIL 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



Le Compendium des Sanctions : Guide et Sources de Référence

SÉCURITÉ FINANCIÈRE

Personnes Politiquement Exposées

- [Facteurs de risque spécifiques au blanchiment des produits de la corruption du GAFI.](#)
- [Convention des Nations Unies Contre La Corruption.](#)
- [ACPR : publication sur les PEP.](#)
- [Mise en œuvre de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption.](#)
- [Recueil de fiches pratiques - Bases d'information utiles à l'évaluation de l'intégrité des tiers](#)

La lutte contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme

- [Les 40 Recommandations du GAFI.](#)
- [Guidance on Correspondent Banking du GAFI.](#)
- [Guide méthodologique de l'ACPR sur le processus LCB FT.](#)
- [Directive sur les services de paiement \(DSP2\) dans l'UE.](#)
- [5ème directive anti-blanchiment de l'UE \(Directive \(UE\) 2018/843\).](#)
- [Convention Internationale pour la Répression du Financement du Terrorisme.](#)
- [Lignes Directrices du GAFI sur l'Évaluation des Risques de Financement de la Prolifération.](#)
- [Memento LCB - FT des douanes.](#)
- [Les lignes directrices conjointes.](#)
- [L'État de la menace LCB - FT. Rapport de Tracfin 2023.](#)
- [Sanctions and Anti-Money Laundering Act 2018](#)
- [Règlement \(UE\) 2019/1148 du Parlement européen \(commercialisation de précurseurs d'explosifs\).](#)
- [Lignes directrices conjointes de la Direction Générale du Trésor et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution sur la mise en œuvre des mesures de gel des avoirs.](#)

Evasion fiscale

- [FATCA](#)
- [Directive \(UE\) 2018/822 du Conseil \(DAC6\).](#)
- [Liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales.](#)

Crypto-actifs

- [Règlement \(UE\) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil.](#)
- [Règlement \(UE\) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil.](#)
- [Régulation des crypto-actifs en Suisse - article de Orwl.](#)

OUTILS COMPLÉMENTAIRES

- [Liste des ressortissants spécialement désignés et des personnes bloquées \(liste SDN\) de l'OFAC.](#)
- [Trouver des cibles de sanctions et des personnes d'intérêt avec OpenSanctions.](#)
- [Registre national des gels de la DGT.](#)
- [Page sur les sanctions économiques internationales de la DGT.](#)
- [Carte interactive des mesures de restrictions commerciales des douanes.](#)
- [Carte interactive pour suivre en direct la situation des conflits dans le monde.](#)
- [Tutoriel vidéo de l'OFAC sur l'Utilisation de l'outil de recherche des listes de sanctions.](#)
- [Une base de données détaillée sur les conflits et les manifestations de violence politique dans le monde - Armed Conflict Location & Event Data Project \(ACLED\).](#)
- [Targeted human rights and anti-corruption sanctions resources de l'ONG Human Rights First.](#)



ARNAUD BOSSY CASTERET

Co-coordonateur du club droit de l'AEGE et rédacteur de cette veille.

Étudiant à l'École de Guerre Économique en MBA RSIC (Risques, Sécurité International et Cybersécurité).